



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

COPIE

Direction de l'aménagement, de l'environnement et
des constructions DAEC
Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion RUBD

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 36 04, F +41 26 305 36 09
www.fr.ch/daec

Réf. : RD/VF/mns

Fribourg, le 29 octobre 2015

Requérant : Commune de Courgevaux
Communes : Courlevon et Courgevaux
District : Lac
Objet : Plan et règlement des zones S de protection des eaux souterraines,
captages communaux de Courgevaux (La Mine, Les Côtes et Fontanette)

**Approbation du plan et du règlement des zones S de protection des eaux
souterraines des captages communaux de Courgevaux, communes de Courlevon et
Courgevaux**

Vu :

la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux) ;
l'ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux) ;
la loi du 18 décembre 2009 sur les eaux (LCEaux) ;
le règlement du 21 juin 2011 sur les eaux (RCEaux) ;
la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC) ;
le dossier,

Considérant :

I. OBJET

L'approbation a pour objet :

- le plan des zones S de protection des eaux souterraines : délimitation des zones S1, S2 et S3 ;
- le règlement des zones S de protection des eaux souterraines : définition des restrictions dans les zones S1, S2 et S3.

II. PROCEDURE

La commune de Courgevaux a mis à l'enquête publique pendant 30 jours, par avis paru dans la Feuille officielle n°5 du 4 février 2011, le plan et le règlement des zones S de protection des captages communaux de Courgevaux.

La mise à l'enquête publique n'a suscité aucune opposition.

Le plan et le règlement ont été adoptés par le Conseil communal de Courgevaux le 4 avril 2011 et par le Conseil communal de Courlevon le 5 avril 2011.

III. PREAVIS DES SERVICES ET ORGANES CONSULTES

Le dossier a été mis en consultation auprès des services et organes concernés qui ont émis les préavis suivants :

Service des ponts et chaussées, section lacs et cours d'eau : favorable ;

Service des forêts et de la faune : favorable avec condition ;

Service de l'agriculture : favorable ;

Service des constructions et de l'aménagement : favorable ;

Service de la nature et du paysage : favorable.

IV. PREAVIS DU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT (SEn)

Section déchets et sites pollués : favorable ;

Secteur eaux souterraines : favorable ;

Le préavis de synthèse du Service de l'environnement est favorable avec conditions.

V. APPRECIATION DE LA DIRECTION DE L'AMENAGEMENT, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES CONSTRUCTIONS (DAEC)

Après examen du dossier du plan et du règlement des zones S de protection des eaux souterraines des captages communaux de Courgevaux (La Mine, Les Côtes et Fontanette), la DAEC constate qu'il est conforme aux exigences légales et qu'il peut être approuvé.

VI. EFFETS DE L'APPROBATION

Dès leur approbation, le plan et le règlement ont force obligatoire pour les autorités communales et cantonales ainsi que pour les propriétaires fonciers.

La Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions

Décide :

1. Le plan et le règlement des zones S de protection des eaux souterraines des captages communaux de Courgevaux (La Mine, Les Côtes et Fontanette), adoptés par le Conseil communal de Courgevaux le 4 avril 2011 et par le Conseil communal de Courlevon le 5 avril 2011, sont approuvés.
2. Ils entrent en vigueur dès leur approbation, sous réserve de l'effet suspensif d'éventuels recours.
3. Les zones de protection doivent être reportées à titre indicatif sur le plan d'affectation des zones.
4. L'émolument à la charge de la commune de Courgevaux est fixé à Fr. 1080.-.
5. La présente décision peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal, rue des Augustins 3, Case postale 1654, 1701 Fribourg, dans un délai de 30 jours dès sa communication.

Maurice Ropraz
Conseiller d'Etat, Directeur



Communication à

- > Commune de Courgevaux (décision originale, avec un dossier) ;
- > Commune de Courlevon (1 ex. avec un dossier) ;
- > Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires, Unité Laboratoire cantonal (1 ex.) ;
- > Préfecture du Lac (1 ex.) ;
- > Service de l'environnement (1 ex. avec trois dossiers).

COMMUNES COURGEVAUX ET COURLEVON

Règlement pour les zones de protection S des captages

La Mine, Les Côtes et Fontanette

Propriété: Commune de Courgevaux

Mise à l'enquête publique du 07.02.2011 au 08.03.2011.

Adopté par le Conseil Communal

Lieu/Date: *Courgevaux*

4.4.2011

Le Secrétaire:

[Signature]



Le Syndic:

[Signature]

Adopté par le Conseil Communal

Lieu/Date: *Courlevon*

5.04.2011

Le Secrétaire:

M. Liivige



Le Syndic:

[Signature]

Approuvé par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions

Fribourg, le *29 OCT. 2015*

Le Conseiller d'Etat, Directeur

[Signature]

Le Conseil communal,

Vu :

la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux),
l'ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux),
l'ordonnance fédérale du 18 mai 2005 sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim),
la loi cantonale du 22 mai 1974 d'application de la loi fédérale du 8 octobre 1971 sur la protection des eaux contre la pollution (LAPE),
l'arrêté cantonal du 7 décembre 1992 d'exécution de la loi fédérale sur la protection des eaux,
la loi du 9 mai 1983 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC),

Edicte :

Art. 1 Champ d'application

Le règlement est applicable aux zones de protection délimitées dans le plan de protection des zones des eaux souterraines. Ce plan fait partie intégrante du présent règlement.

Art. 2 Zones de protection

¹ Les zones de protection des eaux souterraines (ci-après : zones S) se composent de la zone de captage (S1), la zone de protection rapprochée (S2) et la zone de protection éloignée (S3).

² Les zones de protection des eaux souterraines visent à protéger les captages et les eaux souterraines juste avant leur utilisation comme eau potable.

Art. 3 Instructions pratiques / Base de travail

Les « Instructions pratiques pour la protection des eaux souterraines » de l'Office fédéral de l'environnement sont utilisées comme directives lors de l'application de ce règlement.

Art. 4 Mesures de protection et prescriptions d'utilisation

Les mesures de protection et les prescriptions d'utilisation, présentées dans les annexes 1 et 2, sont applicables aux zones S.

Art. 5 Constructions, installations existantes

¹ Les constructions et installations non conformes au présent règlement sont mentionnées dans l'annexe 3. Cette annexe précise la mesure de mise en conformité applicable à chacune de ces constructions ou installations, ainsi que le délai d'exécution.

² Si la mise en conformité n'est pas respectée dans le délai fixé, la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) prendra une décision d'exécution.

Art. 6 Compétences et devoirs

¹ Les propriétaires de captages de sources ou d'eau souterraine sont tenus de communiquer les prescriptions d'utilisation aux propriétaires des biens-fonds situés en zone de protection et de leur notifier les éventuelles dispositions complémentaires (ex. nouvelles interdictions portant sur des produits phytosanitaires).

² Ils doivent par ailleurs :

- a) exercer une surveillance sur l'observation des prescriptions en vigueur,
- b) vérifier périodiquement si les installations à risques, telles que les plates-formes à fumier, les fosses à lisier, les silos à fourrage vert, les citernes d'huiles minérales, les dépôts de solvants ou les dépôts de produits phytosanitaires, sont bien entretenues afin qu'elles ne puissent pas polluer les eaux,
- c) être responsables de la qualité de l'eau, qui est déversée dans le réseau d'approvisionnement en eau potable (législation sur les denrées alimentaires).

³ Les propriétaires de biens-fonds situés dans le périmètre des zones S sont tenus d'informer les fermiers, locataires, ou autres utilisateurs comme les entrepreneurs, des mesures de protection et d'utilisation applicables selon le présent règlement.

Art. 7 Dispositions pénales

Celui qui contreviendra aux articles 4 et 5 du présent règlement ou aux dispositions prises en application de celui-ci sera puni selon les prescriptions de la loi fédérale sur la protection des eaux et de la loi fédérale sur la protection de l'environnement.

Art. 8 Entrée en vigueur

Le règlement et le plan des zones S entrent en vigueur dès leur approbation par la DAEC.

Annexe 1 Mesures de protection et restrictions d'utilisation

Les tableaux de référence suivants énumèrent les mesures de protection et les restrictions d'utilisation à observer dans les zones de protection des eaux souterraines, pour divers types d'activités et d'installations. Des notes séparées commentent les cas spéciaux et les exceptions.

- + Sans problème du point de vue hydrogéologique; ne nécessite pas une autorisation au sens de l'art. 32 OEaux ; le respect d'autres prescriptions légales reste réservé.
- b Admis de cas en cas par l'autorité compétente ; nécessite une autorisation au sens de l'art. 32 OEaux.
- Interdit.
- +ⁿ Sans problème du point de vue hydrogéologique, avec les restrictions et conditions signalées dans les notes correspondantes ; ne nécessite pas une autorisation au sens de l'art. 32 OEaux ; le respect d'autres prescriptions légales reste réservé.
- +^b En principe sans problème ; autorisation nécessaire en vertu de l'art. 32 OEaux.
- bⁿ Admis de cas en cas par l'autorité compétente, avec les restrictions et conditions signalées dans les notes correspondantes ; autorisation nécessaire en vertu de l'art. 32 OEaux.
- ^b Interdit ; l'autorité compétente peut admettre une dérogation, après examen du cas particulier.
- ⁿ Interdit ; l'autorité compétente peut admettre une dérogation après examen du cas particulier, avec les restrictions et conditions signalées dans les notes correspondantes.

La mention « b » se rapporte en règle générale à l'autorisation cantonale selon art. 19 LEaux et art. 32 OEaux, donc à l'autorisation prescrite en vertu de la législation sur la protection des eaux souterraines

Résumé des principales mesures de protection et des restrictions d'utilisation

Zone S3	• pas d'extraction de gravier, de sable ou d'autres matériaux • pas de décharge • pas d'entreprise industrielle ou artisanale présentant un danger pour les eaux souterraines • pas de construction au-dessous du niveau piézométrique maximum des nappes d'eaux souterraines • pas de produits phytosanitaires mobiles et persistants : interdiction selon la liste du Service phytosanitaire de l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (Annexe 2)
Zone S2	En plus des mesures prévues pour S3: • interdiction de construire • ni fouille, ni autre mouvement de terres • pas d'activité susceptible de réduire les ressources en eaux souterraines ou d'altérer leur qualité • pas de produits phytosanitaires mobiles et persistants : interdiction selon la liste du Service phytosanitaire de l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (Annexe 2) • pas d'épandage d'engrais de ferme liquides
Zone S1	Ne sont admises que les activités servant à l'approvisionnement en eau potable

A.1.1 Chantiers

Par principe, il faut limiter au strict nécessaire les travaux à effectuer dans les eaux souterraines. Suivant les cas, ces dernières doivent faire l'objet d'une surveillance avant, pendant et après exécution des travaux (voir chapitre 4.6). La protection des eaux souterraines sur les chantiers s'inspire de la recommandation SIA 431 « Evacuation et traitement des eaux de chantier » (norme suisse SN 509 431) et de la norme suisse SN 592 000.

Lors de l'exécution des travaux, le chef de projet, le chef de chantier et l'entrepreneur sont responsables de la bonne application des prescriptions en matière de protection des eaux.

	S1	S2	S3 ³
Grands chantiers et places réservées aux installations	-	-	b
Places de stationnement pour véhicules et machines de chantier (sans service d'entretien)	-	-	+ ⁴
Ravitaillement en carburant de véhicules et de machines de chantier	-	-	+
Aires d'entretien de véhicules et de machines, places pour l'entreposage de matériaux de construction huilés, graissés ou traités par des produits chimiques ⁴	-	-	+ ^b
Places pour l'entreposage d'éléments en béton fraîchement préfabriqués (p. ex. anneaux de cuvelage)	-	-	+ ^b
Exploitation et nettoyage d'installations de préparation et de mélange de béton et de mortier, grands engins de forage et de fraisage	-	-	+ ⁴
Installations sanitaires ⁵	-	-	+
Nettoyage et traitement de surface produisant des eaux usées (p. ex. nettoyage de façades) ⁶	-	-	+
Béton projeté	-	-	b
Parois étanches/rideaux de palplanches	-	-	-
Pilotage par battage ou forage ⁸	-	-	+ ^b
• pieux en bois et pieux en béton préfabriqués	-	-	b
• pieux coulés en place	-	-	-
• pieux forés à la boue	-	-	b
• pieux forés à sec	-	-	b
Travaux d'étanchéité (compactage par vibration)	-	-	-
Injections ⁹	-	-	- ¹⁰
Forages ^{8/11} , sondages au pénétromètre statique ou dynamique ¹¹	-	-	- ^b
Fouilles et fouilles à la pelle mécanique	-	-	+ ^b
Mouvements de terres avec fouilles (p. ex. pour terrains de golf, pistes de ski, parkings)	-	-	b ¹³
Valorisation de matériaux d'excavation et de stériles non pollués ⁶⁸	-	-	+
Utilisation de matériaux recyclés ⁶⁹	-	-	b

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emmagasinement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

4. *Parmi les mesures à prendre, il faut retenir les revêtements étanches, munis de bordures, et l'évacuation des eaux, le cas échéant après traitement.*
5. *Avec évacuation aux égouts (art. 9, al. 3, CEaux).*
6. *Interdiction d'infiltrer, sauf exceptions prévues à l'art. 8 CEaux.*
8. *Les forages sont exécutés avec des moyens appropriés. Il faut comprendre par là des engins de forage équipés de tous les perfectionnements techniques nécessaires, des foreurs bien formés, attentifs aux dispositions légales et instruits des difficultés qu'ils risquent de rencontrer et des mesures à prendre en cas d'urgence, des équipements et des moyens pour prévenir les accidents et pour y remédier, des installations adéquates pour l'entreposage des substances utilisées et pour l'évacuation des déchets produits sur le chantier.*
9. *Seulement si les substances utilisées ne peuvent pas polluer les eaux souterraines.*
10. *Exclusivement pour stabiliser les terrains correspondant à la zone non saturée.*
11. *Des mesures de protection doivent être prises pour éviter que les forages ne portent atteinte aux eaux souterraines (art. 43, al. 3, LEaux).*
13. *Il est interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).*
68. *Les exigences figurant à l'annexe 2 de l'OTD doivent être satisfaites.*
69. *Les installations doivent être aménagées à 2 m au moins au-dessus du niveau piézométrique maximum des nappes d'eaux souterraines.*

A.1.2 Constructions, exploitations et installations en surface

	S1	S2	S3 ³
Bâtiments, y compris exploitations artisanales et industrielles, avec ou sans production d'eaux usées, dans lesquels ne sont ni fabriquées, ni utilisées, ni transvasées, ni transportées, ni stockées de substances pouvant polluer les eaux ; les réserves de mazout indispensables au chauffage du bâtiment lui-même ne doivent pas représenter plus de deux ans de consommation.	-	-	+ ^{b/15}
Exploitations artisanales et industrielles qui produisent, utilisent, transvasent, transportent ou entreposent des substances pouvant polluer les eaux	-	-	- ^{b/15}
Places de stationnement individuelles et places d'accès à des garages, à surface perméable, sans raccordement d'eau (sans lavage ni entretien de véhicules)	-	-	+
Places de stationnement individuelles et places d'accès à des garages avec raccordement d'eau, places de lavage individuelles (non industrielles) pour véhicules ⁴	-	-	+ ^b
Places de lavage industrielles pour véhicules (y compris tunnels de lavage et autres installations de lavage ouvertes au public) ⁴	-	-	-

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emmagasinement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

4. Parmi les mesures à prendre, il faut retenir les revêtements étanches, munis de bordures, et l'évacuation des eaux, le cas échéant après traitement.

15. Sont autorisés en zone S3 :

- les réservoirs non enterrés dont le contenu sert exclusivement au traitement de l'eau, ainsi que les conduites non enterrées et les stations de dépotage nécessaires à leur exploitation ;
- les récipients dont le volume utile ne dépasse pas 450 l par ouvrage de protection (le canton peut limiter le nombre de récipients autorisés) ;
- les réservoirs non enterrés pour huile de chauffage et huile diesel, dont le volume correspond à l'approvisionnement en énergie de bâtiments ou d'exploitations pour deux ans au maximum, ainsi que les conduites enterrées et les stations de dépotage nécessaires à leur exploitation ; le volume utile total de ces réservoirs ne doit pas dépasser 30 m³ par ouvrage de protection.
- les installations d'exploitation contenant jusqu'à 450 l de liquides qui, en petites quantités déjà, constituent un danger pour les eaux, ainsi que les installations d'exploitation renfermant jusqu'à 2000 l de liquides qui, en grandes quantités, constituent un danger pour les eaux.
- l'autorisation prescrit des mesures pour garantir la détection facile des fuites et leur rétention.

A.1.3 Exploitation de l'énergie du sol et du sous-sol

	S1	S2	S3 ³
Sondes géothermiques	-	-	-
Circuits enterrés et corbeilles géothermiques ⁷⁰	-	-	+ ^{b/71}
Pieux énergétiques et autres éléments thermoactifs	-	-	b
Puits de prélèvement et ouvrages de restitution pour l'utilisation des eaux souterraines à des fins de chauffage ou de refroidissement	-	-	-

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emménagement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, OEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, OEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, OEaux).

70. Les installations doivent être aménagées à 2 m au moins au-dessus du niveau piézométrique maximum des eaux souterraines.
71. Pas de pompe à chaleur à expansion directe. Les pertes de liquides doivent être faciles à détecter.

A.1.4 Installations d'évacuation et d'épuration des eaux

Il est interdit de rejeter directement des eaux usées non traitées dans des puits perdus et dans des puits d'infiltration (Art. 8 OEaux).

	S1	S2	S3 ³
Canalisations d'eaux usées domestiques et d'eaux usées industrielles provenant d'entreprises dans lesquelles il n'est ni produit, ni utilisé, ni transvasé, ni transporté, ni entreposé de substances pouvant polluer les eaux	-	- ^{21/22}	+ ^{b/21}
Canalisations d'eaux usées industrielles provenant d'entreprises qui produisent, utilisent, transvasent, transportent ou entreposent des substances pouvant polluer les eaux	-	-	b ²¹
Stations d'épuration des eaux usées ²³	-	-	-
Stations d'épuration individuelles, stations de faible capacité, installations de filtration par les plantes ²³	-	-	- ^{b/24}
Puits perdu pour l'évacuation d'eaux usées domestiques	-	-	-

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emménagement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, OEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, OEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, OEaux).

21. A l'intérieur des bâtiments, les conduites d'évacuation des eaux doivent être visibles (au plafond du sous-sol) et raccordées de façon simple et durable aux égouts publics en passant par un regard. Les installations d'évacuation des eaux doivent être réalisées de manière à permettre des contrôles ultérieurs et satisfaire à la norme SIA 190. L'étanchéité de tous leurs éléments doit être

vérifiée avant la mise en service. Les égouts situés dans les zones de protection des eaux souterraines doivent faire l'objet de contrôles visuels réguliers en fonction de leur état, mais au moins tous les cinq ans. L'étanchéité des conduites non visibles doit être vérifiée tous les cinq ans (norme SIA 190). Un contrôle par caméra vidéo suffit pour les canalisations sans raccord ou soudées au miroir.

22. *L'autorité compétente peut accorder une dérogation, lorsqu'il est impossible d'assurer un écoulement gravitaire autrement qu'en traversant la zone S2. Dans ce cas, les égouts publics et les canalisations qui y sont raccordées sont réalisés en tubes à double paroi et soumis chaque année à un contrôle visuel d'étanchéité. Les nouvelles conduites ne doivent pas être posées sous la dalle de fond, mais rester entièrement visibles. A défaut, elles sont constituées de tuyaux soudés au miroir.*
23. *Le déversement des eaux usées épurées dans le milieu récepteur doit être fait de manière à ne pas porter atteinte aux eaux souterraines.*
24. *Les eaux usées épurées ne doivent pas être infiltrées (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).*

A.1.5 Installations d'infiltration

	S1	S2	S3 ³
Infiltration d'eaux souterraines non altérées	-	-	b
Installations pour l'infiltration d'eaux non polluées ²⁵ • à travers un sol recouvert de végétation • directement dans le sous-sol ²⁶	- -	- -	b/27 -
Installations pour l'infiltration d'eaux usées épurées	-	-	-

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emménagement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

25. Le fond de l'installation d'infiltration doit se situer au moins 1 m au-dessus du niveau maximum des nappes d'eaux souterraines. Des mesures de protection doivent être prises pour éviter que les forages ou les ouvrages de restitution ne portent atteinte aux eaux souterraines (art. 43, al. 3, LEaux).
26. La protection qualitative doit être assurée par une couche filtrante possédant le même pouvoir épurateur qu'une couche de sol biologiquement actif.
27. A l'exception de l'infiltration d'eaux de toits non polluées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

A.1.6 Installations ferroviaires

	S1	S2	S3 ³
Voies ferrées • en remblai ou au niveau du sol • en passages inférieurs et en tranchées	- -	- -	+ ²⁸ b ²⁸
Voies ferrées dans des tunnels	Voir tableaux "ouvrages souterrains"		
Stations avec peu ou pas de transbordement de marchandises	-	-	b/28 +
Gares (large zone d'aiguillage et/ou transbordement de marchandises, y compris de liquides pouvant polluer les eaux)	-	-	- ¹⁵
Gares de triage ou des marchandises, voies de garage	-	-	- ¹⁵

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emménagement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

15. Sont autorisés en zone S3 :

- les réservoirs non enterrés dont le contenu sert exclusivement au traitement de l'eau, ainsi que les conduites non enterrées et les stations de dépotage nécessaires à leur exploitation ;
- les récipients dont le volume utile ne dépasse pas 450 l par ouvrage de protection (le canton

peut limiter le nombre de réceptifs autorisés) ;

- les réservoirs non enterrés pour huile de chauffage et huile diesel, dont le volume correspond à l'approvisionnement en énergie de bâtiments ou d'exploitations pour deux ans au maximum, ainsi que les conduites enterrées et les stations de dépotage nécessaires à leur exploitation ; le volume utile total de ces réservoirs ne doit pas dépasser 30 m³ par ouvrage de protection.
 - les installations d'exploitation contenant jusqu'à 450 l de liquides qui, en petites quantités déjà, constituent un danger pour les eaux, ainsi que les installations d'exploitation renfermant jusqu'à 2000 l de liquides qui, en grandes quantités, constituent un danger pour les eaux.
 - l'autorisation prescrit des mesures pour garantir la détection facile des fuites et leur rétention.
28. Avec pose d'une couche imperméable sous le ballast et évacuation des eaux de la voie hors de la zone de protection.

A.1.7 Routes

	S1	S2	S3 ³
Routes			
• en remblai ou au niveau du sol	-	-	+ ⁴
• dans des passages inférieurs et des tranchées	-	-	b ⁴
Routes en tunnels	Voir tableaux "ouvrages souterrains"		
Chemins agricoles et chemins forestiers	- ³¹	- ³¹	+
Stations-service ⁴	-	-	-
Grands parkings à ciel ouvert	-	-	b ⁴

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emménagement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

4. Parmi les mesures à prendre, il faut retenir les revêtements étanches, munis de bordures, et l'évacuation des eaux, le cas échéant après traitement.
31. Admis sous réserve qu'ils soient nécessaires pour l'approvisionnement en eau.

A.1.8 Installations aéroportuaires

	S1	S2	S3 ³
Pistes revêtues	-	-	b/4 +
Pistes non revêtues et aires d'atterrissage pour hélicoptères	-	-	+
Places de stationnement où les avions sont dégivrés ou ravitaillés en carburant	-	-	-

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emménagement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

4. Parmi les mesures à prendre, il faut retenir les revêtements étanches, munis de bordures, et

l'évacuation des eaux, le cas échéant après traitement.

A.1.9 Ouvrages souterrains

	S1	S2	S3 ³
Tunnels	-	-	- ^b
Cavernes-réservoirs pour liquides pouvant altérer les eaux	-	-	-
Galeries à écoulement libre ou en charge, cheminées d'équilibre, centrales souterraines sans transformateurs	-	-	- ^b
Centrales souterraines avec transformateurs	-	-	-

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emmagasinement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

A.1.10 Agriculture

	S1	S2	S3 ³
Prairies permanentes (fauche)	+	+	+
Pâturages	-	+ ³⁴	+
Terres assolées (y compris prairies artificielles)	-	+ ³⁵	+ ³⁵
Dissémination d'organismes génétiquement modifiés ³⁶	-	-	-
Arboriculture, viticulture et cultures maraîchères, autres cultures intensives analogues et jardinage	-	-	+ ³⁵
Vergers à hautes tiges	-	+	+
Pépinières en conteneurs et en pleine terre, cultures analogues	-	-	b
Irrigation avec des eaux non polluées	-	- ^b	+
Elevage de porcs en plein air	-	-	-
Aires de promenade non ou partiellement revêtues	-	-	-
Aires de promenade revêtues	-	-	+ ^b
Fosses à lisier, tuyaux d'épandage enterrés, prises de lisier ³⁷	-	-	+ ^{b/39}
Réservoirs à lisier placés au-dessus du sol	-	-	+ ^{b/40}
Etangs à lisier ³⁷	-	-	-
Dépôts de fumier			+ ^b
• sur dalle bétonnée	-	-	-
• intermédiaires, en plein champ	-	-	-
Compost en andains (notamment en bordure de champs)	-	-	-
Stockage sur le terrain de balles ou de boudins d'ensilage	-	-	- ^b
Silos couloirs	-	-	-

Silos à fourrage vert	-	-	+ ^b
-----------------------	---	---	----------------

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emmagasinement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).
- Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).*
34. Il faut favoriser le pacage extensif et veiller en particulier au maintien de la couverture végétale.
35. Dans les zones S2 et S3, il faut réduire autant que possible les terres ouvertes, les cultures maraîchères et les jardins au profit de prairies permanentes. Si la qualité des eaux souterraines tend à se dégrader, les autorités restreignent ces modes d'utilisation.
36. Autorisation nécessaire en vertu de l'article 7 de l'ordonnance du 25 août 1999 sur l'utilisation d'organismes dans l'environnement (ordonnance sur la dissémination dans l'environnement, ODE, RS 814.911).
37. Fosses et étangs à lisier doivent être aménagés au-dessus du niveau piézométrique maximum des nappes d'eaux souterraines.
39. En zone S3, mise en place d'un système de détection des fuites comprenant une étanchéité sous toute la surface de la dalle et un regard de contrôle. L'état des installations pour les engrais de ferme (y compris raccordements, conduites d'amenée et d'évacuation) doit être contrôlé tous les cinq ans.
40. Hauteur utile : max. 4 m, contenance : max. 600 m³.

A.1.11 Sylviculture

	S1	S2	S3 ³
Forêt	+ ⁴¹	+	+
Entretien	+	+	+
Exploitation forestière, y compris rajeunissement	-	+ ^b	+
Défrichements/coupes rases	-	-	b
Plantations, pépinières	-	-	+b
Dépôts de bois ⁶²	-	^{b/63} +	^{b/63} +

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emmagasinement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).
- Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).*
41. Des arbres et des buissons ne peuvent être plantés ou maintenus en zone S1 que si leurs racines ne risquent pas de pénétrer dans les captages.
62. L'arrosage de bois traité est interdit.
63. Bois non traité uniquement, arrosage interdit.

A.1.12 Produits phytosanitaires, produits pour la conservation du bois et engrais

	S1	S2	S3 ³
Produits phytosanitaires ⁴³ , sans les herbicides ni les régulateurs de croissance	-	+ ⁴⁴	+
• en agriculture	-	-	+
• en arboriculture, viticulture, cultures maraîchères, ainsi que pour d'autres cultures intensives et pour le jardinage	-	-	+
• parcs et installations sportives	-	-	+
• forêts, lisières et pépinières forestières	-	-	- ^{45/46}
• bords de routes et de chemins, talus, etc.	-	-	-
Herbicides et régulateurs de croissance	-	+ ⁴⁴	+
• en agriculture	-	-	+
• en arboriculture, viticulture, cultures maraîchères, ainsi que pour d'autres cultures intensives et pour le jardinage	-	-	+
• parcs et installations sportives	-	-	+
• forêts, lisières et pépinières forestières	-	-	- ^{47/48}
• installations ferroviaires ⁴⁹	-	-	+
• routes nationales et cantonales	-	-	- ⁵⁰
• autres routes, chemins, places	-	-	-
• talus et banquettes le long de routes et de voies ferrées	-	-	- ⁵⁰
Produits pour la conservation du bois	-	-	+ ⁵¹
• utilisation de produits pour la conservation du bois et entreposage du bois ainsi traité	-	-	+ ⁵¹
Engrais de ferme liquides ⁵²	-	- ⁵³	+
• en agriculture	-	-	+
• en arboriculture, viticulture, cultures maraîchères, ainsi que pour d'autres cultures intensives et pour le jardinage	-	-	+
• parcs et installations sportives	-	-	+
• forêts, lisières et pépinières forestières	-	-	- ⁵⁴
Fumier ⁵²	-	+	+
• en agriculture	-	+	+
• en arboriculture, viticulture, cultures maraîchères, ainsi que pour d'autres cultures intensives et pour le jardinage	-	-	+
• parcs et installations sportives	-	+	+
• forêts, lisières et pépinières forestières	-	-	- ⁵⁴
Compost	-	+	+
• en agriculture	-	+	+
• en arboriculture, viticulture, cultures maraîchères, ainsi que pour d'autres cultures intensives et pour le jardinage	-	-	+
• parcs et installations sportives	-	+	+
• forêts, lisières et pépinières forestières	-	-	- ⁵⁵

Engrais minéraux • en agriculture	-	+	+
• en arboriculture, viticulture, cultures maraîchères, ainsi que pour d'autres cultures intensives et pour le jardinage	-	-	+
• parcs et installations sportives	-	+	+
• forêts, lisières et pépinières forestières	-	-	- ⁵⁶

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emménagement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

43. L'emploi de produits phytosanitaires contre les rongeurs (rodenticides) requiert une autorisation, à l'exception de l'utilisation à des fins personnelles.
44. Il est interdit d'utiliser des produits phytosanitaires pouvant atteindre les captages servant à la production d'eau potable. Interdiction selon la liste du Service phytosanitaire de l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (Annexe 2)
45. L'emploi de produits phytosanitaires en forêt requiert une autorisation (art. 25 OFo).
46. Si les produits phytosanitaires ne peuvent être remplacés par des mesures affectant moins l'environnement, leur utilisation sera autorisée pour les pépinières forestières hors des zones S (art. 26, al. 1, let. c, OFo).
47. L'usage d'herbicides est interdit en forêt (art. 26, al. 2, OFo).
48. Utilisation autorisée dans les pépinières forestières (art. 26, al. 2, OFo).
49. Selon les instructions de l'Office fédéral des transports (OFT) ; exclusivement avec des produits dont l'emploi est explicitement autorisé pour les installations ferroviaires.
50. A l'exception du traitement plante par plante des plantes posant des problèmes, s'il est impossible de combattre celles-ci efficacement par d'autres mesures, comme la fauche régulière.
51. Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour empêcher l'infiltration des produits utilisés ou leur lessivage.
52. Les engrais de ferme doivent être utilisés dans l'agriculture ou l'horticulture selon l'état de la technique et de manière respectueuse pour l'environnement (art. 14, al. 2, LEaux). La fertilisation des sols ne doit en aucun cas porter préjudice aux eaux souterraines (art. 27, al. 1, LEaux).
53. L'autorité compétente peut exceptionnellement autoriser jusqu'à trois épandages de 20 m³/ha au maximum par période de végétation, à des intervalles suffisamment espacés, si les caractéristiques du sol sont telles qu'aucun germe pathogène ne peut parvenir dans les captages ou les installations d'alimentation artificielle (annexe 4.5, ch. 33, al. 2, Osubst).
- Autres règles à respecter :*
- l'épaisseur de la zone non saturée reste en tout temps supérieure à 3 m ;
 - l'épandage doit se faire exclusivement durant la période de végétation et sur des surfaces couvertes de végétation ;
 - l'épandage par tuyaux ou la fumure par injection ne sont pas autorisés ;
 - le ruissellement en direction de dépressions ou du captage doit être exclu.
54. L'utilisation d'engrais et de produits assimilés aux engrais est interdite en forêt (art. 27 OFo). Une autorisation peut être délivrée pour l'épandage d'engrais de ferme sur les pâturages boisés (art. 27, al. 2, let. b, OFo).
55. L'utilisation d'engrais et de produits assimilés aux engrais est interdite en forêt (art. 27 OFo). Une autorisation peut être délivrée pour l'épandage de compost sur les pâturages boisés (art. 27, al. 2, let. b, OFo), ainsi que dans les pépinières forestières (art. 27, al. 2, let. a, ch. 1, OFo).

56. *L'utilisation d'engrais et de produits assimilés aux engrais est interdite en forêt (art. 27 OFo). Une autorisation peut être délivrée pour l'épandage d'engrais minéraux dans les pépinières forestières, ainsi que d'engrais minéraux sans azote sur les pâturages boisés (art. 27, al. 2, OFo).*

A.1.13 Installations de sports et de loisirs

	S1	S2	S3 ³
Parcs	-	+ ^b	+
Patinoires artificielles	-	-	-
Patinoires naturelles	-	-	+
Parcours permanents pour sports non motorisés (p. ex. parcours Vita, parcours VTT, sentiers équestres)	-	+ ^b	+
Parcours permanents pour sports motorisés (p. ex. motocross)	-	-	-
Pistes de ski alpin et de ski de fond préparées	-	b	+
Pistes de luge et de bob	-	-	b
Canons à neige	-	- ⁶⁵	b
Terrains de golf • greens et tees • fairways • roughs ⁵⁷	- - -	- b +	b + ^b +
Places de sport et bains en plein air • traitement de l'eau • bassins de natation, installations fixes* • espaces verts	- - -	- - + ^b	- ¹⁵ b/3 + +
Terrains de camping, terrains pour caravanes et mobile-homes	-	-	+ ^b
Jardins familiaux	-	-	b
Infrastructures temporaires ou permanentes de grandes manifestations culturelles ou sportives	-	-	b

* terrains en dur : gazon synthétique, courts de tennis, minigolfs, places de jeux équipées, etc.

3. *Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emménagement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).*

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

15. *Sont autorisés en zone S3 :*

- les réservoirs non enterrés dont le contenu sert exclusivement au traitement de l'eau, ainsi que les conduites non enterrées et les stations de dépotage nécessaires à leur exploitation ;*
- les récipients dont le volume utile ne dépasse pas 450 l par ouvrage de protection (le canton peut limiter le nombre de récipients autorisés) ;*
- les réservoirs non enterrés pour huile de chauffage et huile diesel, dont le volume correspond à l'approvisionnement en énergie de bâtiments ou d'exploitations pour deux ans au maximum, ainsi que les conduites enterrées et les stations de dépotage nécessaires à leur exploitation ;*

le volume utile total de ces réservoirs ne doit pas dépasser 30 m³ par ouvrage de protection.

- les installations d'exploitation contenant jusqu'à 450 l de liquides qui, en petites quantités déjà, constituent un danger pour les eaux, ainsi que les installations d'exploitation renfermant jusqu'à 2000 l de liquides qui, en grandes quantités, constituent un danger pour les eaux.
- l'autorisation prescrit des mesures pour garantir la détection facile des fuites et leur rétention.

57. L'emploi d'herbicides et d'engrais est interdit.

65. Production de neige artificielle autorisée avec de l'eau sans additif.

A.1.14 Cimetières et décharges pour déchets carnés

	S1	S2	S3 ³
Parties de cimetières destinées aux inhumations	-	-	-
Parties de cimetières destinées aux urnes	-	-	+
Décharges pour déchets carnés	-	-	-

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emmagasinement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

A.1.15 Extraction de matériaux

	S1	S2	S3 ³
Extraction au-dessus du niveau des nappes d'eaux souterraines ⁶¹	-	-	-
Extraction au-dessous du niveau des nappes d'eaux souterraines ⁶¹	-	-	-

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emmagasinement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

A.1.16 Décharges, dépôts, places de transvasement et conduites de transport

	S1	S2	S3 ³
Dépôts de matériaux d'excavation et de stériles non pollués	-	-	+
Décharges et dépôts provisoires	-	-	-
Installations de traitement pour matériaux minéraux recyclés, y compris dépôts provisoires	-	-	-
Autres installations de traitement de matériaux recyclables (points de collecte de voitures hors d'usage, de réfrigérateurs, d'appareils et de composants électroniques, etc.)	-	-	-

Entreposage industriel et commercial de gaz liquides	-	-	-
Installations d'entreposage et places de transvasement pour les substances pouvant polluer les eaux			
• liquides	₁₇	₁₆	₁₅
• solides	-	-	-
Conduites de transport pour liquides pouvant polluer les eaux	-	-	-
Conduites de gaz naturel	-	-	b

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emmagasinement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

15. Sont autorisés en zone S3 :

- les réservoirs non enterrés dont le contenu sert exclusivement au traitement de l'eau, ainsi que les conduites non enterrées et les stations de dépotage nécessaires à leur exploitation ;
- les récipients dont le volume utile ne dépasse pas 450 l par ouvrage de protection (le canton peut limiter le nombre de récipients autorisés) ;
- les réservoirs non enterrés pour huile de chauffage et huile diesel, dont le volume correspond à l'approvisionnement en énergie de bâtiments ou d'exploitations pour deux ans au maximum, ainsi que les conduites enterrées et les stations de dépotage nécessaires à leur exploitation ; le volume utile total de ces réservoirs ne doit pas dépasser 30 m³ par ouvrage de protection.
- les installations d'exploitation contenant jusqu'à 450 l de liquides qui, en petites quantités déjà, constituent un danger pour les eaux, ainsi que les installations d'exploitation renfermant jusqu'à 2000 l de liquides qui, en grandes quantités, constituent un danger pour les eaux.
- l'autorisation prescrit des mesures pour garantir la détection facile des fuites et leur rétention

16. Seuls sont autorisés en zone S2 les réservoirs non enterrés dont le contenu sert exclusivement au traitement de l'eau, ainsi que les conduites non enterrées et les stations de dépotage nécessaires à leur exploitation.

17. En zone S1, seules sont admises les constructions et installations faisant partie du captage. Les transformateurs refroidis par des liquides, ainsi que les réserves de carburants (p. ex. huile diesel) pour les groupes électrogènes de secours n'y sont pas autorisés. Le choix porte sur un modèle de transformateur fonctionnant à sec, si des raisons techniques imposent la présence d'un tel appareil dans les ouvrages de captage.

A.1.17 Installations militaires et places de tir

	S1	S2	S3³
Stands de tir pour armes à trajectoire tendue (installations permanentes ou aménagées de manière sommaire), ainsi que positions pour armes à trajectoire parabolique	-	-	- ^b
Places de tir de combat avec utilisation de munitions explosives, incendiaires et fumigènes, installations de combat rapproché et en zone urbaine	-	-	-
Zones des cibles d'armes à trajectoire tendue et d'armes à trajectoire parabolique			
• avec munitions pleines (y compris installations civiles)	-	-	- ^b
• avec munitions explosives	-	-	-
• avec munitions incendiaires et fumigènes	-	-	-

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emménagement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

A.1.18 Revitalisation de cours d'eau

	S1	S2	S3³
Revitalisation de cours d'eau, y compris modification des berges et autres mesures de revitalisation, abandon des travaux d'entretien, établissement de biotopes aquatiques ; transformation de gravières ou de carrières désaffectées en biotopes (plans d'eau)	-	-	b

3. Les constructions et installations situées en zone S3 ne doivent diminuer ni la capacité d'emménagement ni la section d'écoulement des aquifères (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. b, CEaux). Il est en outre interdit de réduire les couches de couverture de manière importante (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. d, CEaux).

Il est également interdit d'infiltrer les eaux à évacuer, à l'exception des eaux non polluées provenant des toits, qui peuvent être infiltrées à travers une couche recouverte de végétation (annexe 4, ch. 221, al. 1, let. c, CEaux).

Annexe 2

Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires



Produits interdits dans les zones S

Les zones S de protection des eaux souterraines sont inscrites au registre foncier pour les sources les plus importantes, p. ex. les sources d'une commune. Dans les zones S 1 (endroit où se trouve le captage d'une source et les alentours), aucun traitement n'est autorisé.

Les produits suivants sont interdits dans les zones S 2 et parfois S 3:

Fongicides:		Interdit en	
MATIERE ACTIVE :	NOM COMMERCIAL :	S2	S3
▪ DAZOMET (DMTT)	Basamide, Dazomet, Fongosan, Siltomed	X	X

Insecticides, nématicides:		Interdit en	
MATIERE ACTIVE :	NOM COMMERCIAL :	S2	S3
▪ ALDICARBE	Témik 10 G	X	X
▪ FLONICAMIDE	Teppeki	X	

Herbicides:		Interdit en	
MATIERE ACTIVE :	NOM COMMERCIAL :	S2	S3
▪ CLETHODIME	Centurion Prim, Foly R, Noroit, Sélect	X	X
▪ ISOXAFLUTOLE	Merlin	X	X
▪ TRICLOPYR	Drako, Favor Rex, Garlon 120, Picobello, Tribel, Zergan	X	X
▪ ATRAZINE	Atrazine, Century, Dicazine, Gesaprim Quick, Maizim, Primagram S Gold,...	X	
▪ BENTAZONE	Bagri, Basagran, Bentazone,...	X	
▪ ISOPROTURON	Affinity, Arélon, Avanti 2000, Azur, Bilto-Plus, Fénikan, Graminon IPU, Herbaflex, Ioniz P, Ipon, IPU, Isoflow, Isoproturon, Médox Top, Popular, Térapur Plus, Trump, Turonex,...	X	
▪ PÉTHOXAMIDE	Successor 600, Successor T	X	
▪ PINOXADENE	Axial	X	
▪ SIMAZINE	Gésatop Quick, Linocin, Linuron Plus, Linusim, Méduron, Simazine, Topuron, Végépron DS,...	X	
▪ TRITOSULFURON	Biathlon	X	

La plupart de ces produits peuvent être remplacés par d'autres qui ont une efficacité semblable. Voici la liste de produits analogues utilisables en grandes cultures et sur les prairies ou pâturages:

A la place de:	on peut utiliser:
- Témik 10 G	Carbofuran, Counter 2 G, Curaterr, Difosol, Intrasol, Terbufos 2 G
- Sélect, Centurion Prim	Agil, Aramo, Focus Ultra, Fusilade Max, Gallant 535, Targa Super
- Garlon 120, Tribel	Les produits à base de Glyphosate (utilisation plante/plante)
- Atrazine, Merlin, Successor T	Voir programme de désherbage maïs dans fiches techniques "grandes cultures" de Agridea
- Bagri,...	Voir programme de désherbage céréales, maïs, pois, pomme de terre, soja dans fiches techniques "grandes cultures" de Agridea
- Biathlon	Voir programme de désherbage céréales et maïs dans fiches techniques "grandes cultures" de Agridea
- Affinity, Axial	Voir programme de désherbage céréales dans fiches techniques "grandes cultures" de Agridea

Celui qui travaille une ou l'autre parcelle en zone S devrait pour simplifier ses choix supprimer tous les produits interdits pour ces zones vitales pour notre approvisionnement en eau potable.

Remarques

- La feuille d'interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires en zone de protection „S“ est élaborée par l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg sur la base de la liste officielle de l'Office fédéral de l'agriculture. La liste est actualisée chaque année et peut être téléchargée sous <http://admin.fr.ch/iag>, onglet « conseils / prestation de services » > actualités phytosanitaires > télécharger > liste des produits interdits en zones S.
- Les listes des produits phytosanitaires interdits par l'Office fédéral de l'agriculture sont actualisées selon les besoins. Ce sont toujours les listes les plus actuelles qui sont valables. Celles-ci se trouvent sous <http://www.blw.admin.ch>, onglet „Thèmes“, rubrique „protection des végétaux“ > produits phytosanitaires > informations destinées aux utilisateurs de produits phytosanitaires > PDF „Interdiction d'utiliser de produits phytosanitaires dans la zone de protection des eaux souterraines S2“.
- Les indications sur les emballages sont à respecter. Le sigle „WA“ signifie : interdiction d'utilisation dans toute la zone de protection.

Annexe 3

Liste des bâtiments et installations concernés par la zone de protection et mesures requises

Commune: Courlevon

N° parcelle	Propriétaire	S1	S2	S3	Bâtiment/ Installation/ Utilisation	Mesures	Délai d'exécution
30.2, 30.5, 30.6	Commune de Courgevaux	x			Conduite transport eau potable		
30.7	Commune de Courgevaux		x	x	Conduite transport eau potable		
32.8	Commune de Courlevon		x	x	Conduite transport eau potable		
102.1, 102.2	Kramer Hans-Ulrich			x	Conduite transport eau potable		
156.2	Pfister Walter			x	Conduite transport eau potable		
161.2	Roethlisberger Ulrich, Roethlisberger Therese		x	x	Conduite transport eau potable		
199.34	Bodenverbesserungskörperschaft Courlevon			x	Conduite transport eau potable chemin		
199.35	Bodenverbesserungskörperschaft Courlevon		x	x	Conduite transport eau potable chemin		
205.2	Kilchherr Ulrich		x	x	Conduite transport eau potable		
205.3	Kilchherr Ulrich		x		Conduite transport eau potable		
232.18	Commune die Gemeinde Oe. E.			x	Route communale		

Commune: Courgevaux

719	Commune de Courgevaux	x	x	x	Conduite transport eau potable		
-----	-----------------------	---	---	---	--------------------------------	--	--

Der Gemeinderat,

gestützt auf

das Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer (GSchG);

die Gewässerschutzverordnung vom 28. Oktober 1998 (GSchV);

die Chemikalien-Risiko-Reduktions-Verordnung (ChemRRV) vom 18. Mai 2005;

das Ausführungsgesetz vom 22. Mai 1974 zum Bundesgesetz vom 8. Oktober 1971 über den Schutz der Gewässer gegen Verunreinigung;

den Ausführungsbeschluss vom 7. Dezember 1992 zum Bundesgesetz über den Schutz der Gewässer;

das Raumplanungs- und Baugesetzes vom 9. Mai 1983;

beschliesst:

Art. 1 Geltungsbereich

Das Reglement gilt für die im zugehörigen Plan ausgeschiedenen Schutzzonen. Dieser Plan ist integrierender Bestandteil des vorliegenden Reglements.

Art. 2 Schutzzonen

1 Die Grundwasserschutzzone (nachstehend: Zone S) besteht aus dem Fassungsbereich (S1), der Engeren Schutzzone (S2) und der Weiteren Schutzzone (S3).

2 Grundwasserschutzzonen dienen dazu, Trinkwasserfassungen und das Grundwasser unmittelbar vor seiner Nutzung als Trinkwasser vor Beeinträchtigungen zu schützen.

Art. 3 Wegleitung / Arbeitsgrundlage

Die Wegleitung „Grundwasserschutz“ des Bundesamts für Umwelt gilt bei der Anwendung dieses Reglements als Richtlinie.

Art. 4 Schutzmassnahmen und Nutzungsbestimmungen

Innerhalb der Schutzzonen gelten die Schutzmassnahmen und Nutzungsbestimmungen, die im Anhang 1 und 2 dieses Reglements aufgeführt sind.

Art. 5 Bestehende Bauten, Anlagen und Nutzungen

¹ Die bestehenden Bauten, Anlagen und Nutzungen innerhalb der Zone S, welche den Vorschriften des vorliegenden Reglements nicht entsprechen, sind im Anhang 3 aufgeführt. In diesem Anhang sind auch die zu treffenden Massnahmen für die Zonenkonformität für

jede Baute, Anlagen und Nutzungen sowie die allfälligen Fristen für die Ausführung festgehalten.

² Wird die Massnahme nicht innert der gesetzten Frist ausgeführt, trifft die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion eine Vollstreckungsentscheid.

Art. 6 Zuständigkeiten und Aufgaben

¹ Die Inhaber von Grundwasserfassungen sind verpflichtet, die von den Schutzzonen betroffenen Grundeigentümer über die Schutzmassnahmen und Nutzungsbestimmungen sowie allfällige Änderungen zu informieren (z. Bsp. neue Verbote in Bezug auf Pflanzenschutzmittel).

² Ausserdem sind sie:

- a) verpflichtet die Einhaltung der gültigen Vorschriften zu überwachen,
- b) verpflichtet den Zustand risikoreicher Installationen wie Miststöcke, Jauchegruben, Grünfuttersilos, Mineralöltankanlagen, Abwasseranlagen, Lager- und Umschlagsanlagen für Wassergefährdende Stoffe regelmässig zu überprüfen, so dass diese das Grundwasser nicht gefährden,
- c) verantwortlich für die Qualität des Wassers, das ins Versorgungsnetz abgegeben wird (Lebensmittelgesetzgebung).

³ Die Eigentümer von Grundstücken in den Schutzzonen sind verpflichtet, Pächter, Mieter oder Nutzniesser sowie Unternehmer, die auf den betroffenen Grundstücken arbeiten, über die massgebenden Schutzmassnahmen und Nutzungsbestimmungen zu informieren.

Art. 7 Strafbestimmungen

Widerhandlungen gegen die Vorschriften in Art. 4 und 5 und den entsprechenden Anhängen dieses Reglements oder gestützt darauf erlassene Verfügungen werden nach den Strafbestimmungen des Gewässerschutzgesetzes und des Umweltschutzgesetzes bestraft.

Art. 8 Inkrafttreten

Das Reglement und der Schutzzonenplan treten mit der Genehmigung durch die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion in Kraft.

Anhang 1 Massnahmen und Nutzungsbeschränkungen

In den nachfolgenden Referenztabelle werden, geordnet nach Tätigkeiten und Anlagen, die Schutzmassnahmen und Nutzungsbeschränkungen aufgelistet, welche innerhalb der Grundwasserschutzzonen gelten. Mit Fussnoten werden Spezialfälle oder Ausnahmen erläutert.

+	Aus hydrogeologischer Sicht unproblematisch. Keine Bewilligung nach Art. 32 GSchV erforderlich; die Einhaltung sämtlicher weiterer Vorschriften bleibt vorbehalten.
b	Kann fallweise durch die zuständige Behörde zugelassen werden. Bewilligung nach Art. 32 GSchV erforderlich.
-	Nicht zugelassen.
+ ⁿ	Aus hydrogeologischer Sicht mit Einschränkungen gemäss Anmerkung unproblematisch. Keine Bewilligung nach Artikel 32 GSchV erforderlich; die Einhaltung sämtlicher weiterer Vorschriften bleibt vorbehalten.
+ ^b	Grundsätzlich unproblematisch. Bewilligung nach Artikel 32 GSchV erforderlich.
b ⁿ	Kann fallweise durch die zuständige Behörde zugelassen werden, mit Einschränkungen gemäss Anmerkung. Bewilligung nach Art. 32 GSchV erforderlich.
- ^b	Nicht zugelassen; die zuständige Behörde kann nach Prüfung des Einzelfalls Ausnahmen bewilligen.
- ⁿ	Nicht zugelassen; die zuständige Behörde kann nach Prüfung des Einzelfalls unter Berücksichtigung der Anmerkung Ausnahmen bewilligen.

In aller Regel ist mit dem Hinweis «b» die kantonale Bewilligung gemäss Art. 19 GSchG und Art. 32 GSchV, also die grundwasserschutzrechtliche Bewilligung gemeint.

Zusammenfassung der wichtigsten Massnahmen und Nutzungsbeschränkungen

Zone S3	• keine Ausbeutung von Kies, Sand und anderem Material • keine Deponien • keine industriellen und gewerblichen Betriebe, von denen eine Gefahr für das Grundwasser ausgeht • keine Einbauten unter den höchsten Grundwasserspiegel • keine mobilen und persistenten Pflanzenschutzmittel: Verbot nach der Liste des Landwirtschaftlichen Institutes des Kanton Freiburg (Anhang 2)
Zone S2	zusätzlich zu den Massnahmen in S3: • Bauverbot • keine Grabungen und Terrainveränderungen • keine Tätigkeiten, die das Trinkwasser quantitativ oder qualitativ beeinträchtigen können • keine mobilen und persistenten Pflanzenschutzmittel: Verbot nach der Liste des Landwirtschaftlichen Institutes des Kanton Freiburg (Anhang 2) • kein flüssiger Hofdünger
Zone S1	zulässig sind nur Tätigkeiten, die der Trinkwassernutzung dienen

A.1.1 Baustellen

Bauarbeiten im Grundwasser sind grundsätzlich auf das absolut Notwendige zu beschränken. Je nach Fall soll das Grundwasser vor, während und einer angemessenen Zeit nach Ausführung von Bauarbeiten in zweckmässiger Weise überwacht werden. Für das Erstellen eines Konzeptes zum Schutz der Gewässer bei Baustellen ist die SIA- Empfehlung 431 «Entwässerung von Baustellen» (Schweizer Norm SN 509 431), ergänzt durch Dimensionierungsvorgaben in der Schweizer Norm SN 592 000 zu beachten.

Für die Umsetzung der Schutzmassnahmen auf der Baustelle ist das Infoblatt „Bauarbeiten in der Grundwasserschutzzone S“ des Amtes für Umwelt massgebend.

	S1	S2	S3 ³
Grossbaustellen und Installationsplätze	-	-	b
Abstellplätze für Nutzfahrzeuge und Baumaschinen (keine Wartung)	-	-	+ ⁴
Auftanken von Nutzfahrzeugen und Baumaschinen	-	-	+
Plätze für Fahrzeug- und Baumaschinenwartung sowie Lagerplätze für geölte, gefettete oder chemisch behandelte Baumaterialien ⁴	-	-	+ ^b
Lagerplatz für neu hergestellte Beton-Fertigteile (z.B. Tübbinge)	-	-	+ ^b
Betrieb und Reinigung von Aufbereitungs-, und Mischanlagen für Beton und Mörtel, sowie von grösseren Apparaten für Bohr- und Fräsarbeiten	-	-	+ ⁴
Sanitäre Anlagen ⁵	-	-	+
Reinigungsarbeiten und Oberflächenbehandlungen, die zu verschmutztem Abwasser führen können (z.B. Fassadenreinigung) ⁶	-	-	+
Spritzbeton	-	-	b
Dichtungs-/Spundwände	-	-	-
Ramm- und Bohrpfählung ⁸			+ ^b
• Holzpfähle und Fertigbetonpfähle	-	-	b
• Ortsbetonpfähle	-	-	-
• Bohrpfähle mit Bohrspülung	-	-	-
• Bohrpfähle mit Trockendrehbohrung	-	-	b
Verdichtungsarbeiten (Rüttelverdichtung)	-	-	-
Injektionen ⁹	-	-	- ¹⁰
Bohrungen ^{8/11} , Ramm-/Drucksondierungen ¹¹	-	-	- ^b
Grabungen, Baggerschlitze	-	-	+ ^b
Terrainveränderungen mit Abgrabungen (z.B. für Golfplätze, Skipisten, Parkanlagen)	-	-	b ¹³
Verwertung von unverschmutztem Aushub-, Abraum- und Ausbruchmaterial	-	-	+
Verwendung von Recyclingbaustoffen	-	-	b

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).

4. *Massnahmen sind insbesondere dichter Belag, Randbordüren und Ableitung des Wassers, ggf. nach Behandlung.*
5. *Mit Ableitung in die Kanalisation gemäss Art. 9 Abs. 3 GSchV.*
6. *Versickerungsverbot mit Ausnahmen gemäss Art. 8 GSchV.*
8. *Bohrungen sind grundsätzlich nach dem Stand der Technik auszuführen. Dazu gehören: hohe technische Anforderungen an das Bohrgerät, die adäquate fachliche Ausbildung des Bohrpersonals, dessen Vertrautheit mit den gesetzlichen Vorgaben, den zu erwartenden Schwierigkeiten und mit den im Notfall zu ergreifenden Massnahmen, die Bereitstellung der Gerätschaften und Mittel zur Bekämpfung und Sanierung von Schadenfällen sowie die sachgemässe Lagerung und Entsorgung der auf der Bohrstelle verwendeten oder anfallenden Materialien.*
9. *Nur wenn die eingesetzten Stoffe keine Gefährdung der Grundwasserqualität verursachen können.*
10. *Ausschliesslich zur Stabilisierung des Untergrundes im nicht wassergesättigten Untergrund.*
11. *Die Beeinträchtigung des Grundwassers durch die durchstossenden Bohrungen muss durch Schutzvorkehrungen verhindert werden (Art. 43 Abs. 3 GSchG).*
13. *Nicht zulässig ist eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV).*
68. *Die Anforderungen gemäss Anhang 2 TVA müssen erfüllt sein.*
69. *Abstand zum höchstmöglichen Grundwasserspiegel mindestens 2 m.*

A.1.2 Oberirdische Bauten, Betriebe und Anlagen

	S1	S2	S3 ³
Hochbauten inkl. gewerbliche und industrielle Betriebe mit oder ohne Schmutzwasseranfall, in denen wassergefährdende Stoffe weder erzeugt, verwendet, umgeschlagen, befördert noch gelagert werden. Lagerung von Mineralölprodukten für eigene Heizzwecke für höchstens zwei Jahre.	-	-	+ ^{b/15}
Gewerbliche und industrielle Betriebe, die wassergefährdende Stoffe erzeugen, verwenden, umschlagen, befördern oder lagern	-	-	- ^{b/15}
Durchlässig gestaltete Einzelparkplätze und Garagenvorplätze ohne Wasseranschluss (keine Fahrzeugwäsche oder -wartung)	-	-	+
Einzelparkplätze und Garagenvorplätze mit Wasseranschluss sowie nicht-gewerbliche Einzel-Autowaschplätze ⁴	-	-	+ ^b
Gewerbliche Waschplätze für Fahrzeuge (inkl. Waschstrassen und öffentliche Waschanlagen) ⁴	-	-	-

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).
4. Massnahmen sind insbesondere dichter Belag, Randbordüren und Ableitung des Wassers, ggf. nach Behandlung.
15. In der Zone S3 sind zulässig:
- freistehende Lagerbehälter, deren Inhalt ausschliesslich der Wasseraufbereitung dient, sowie die dafür erforderlichen freistehenden Rohrleitungen und Abfüllstellen;
 - Gebinde mit einem Nutzvolumen bis 450 l je Schutzbauwerk (der Kanton kann die Anzahl der zugelassenen Gebinde beschränken);
 - freistehende Lagerbehälter mit Heiz- und Dieselöl zur Energieversorgung von Gebäuden oder Betrieben für längstens zwei Jahre sowie die dafür erforderlichen freistehenden Rohrleitungen und Abfüllstellen; das gesamte Nutzvolumen darf höchstens 30 m³ je Schutzbauwerk betragen;
 - Betriebsanlagen mit Flüssigkeiten, die in kleinen Mengen Wasser nachteilig verändern können bis 450 l und Betriebsanlagen mit Flüssigkeiten, die in grossen Mengen Wasser nachteilig verändern können bis 2000 l.
 - Bei der Bewilligung derartiger Anlagen muss gewährleistet sein, dass Flüssigkeitsverluste leicht erkannt und auslaufende Flüssigkeiten vollständig zurückgehalten werden.

A.1.3 Wärmenutzung aus dem Untergrund

	S1	S2	S3 ³
Erdwärmesonden	-	-	-
Erdregister und Wärmekörbe ⁷⁰	-	-	+ ^{b/71}
Energiepfähle und andere thermoaktive Elemente	-	-	b
Entnahmebrunnen und Versickerungsbauwerke für die Nutzung von Grundwasser zu Heiz- und Kühlzwecken	-	-	-

3. *In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).*

70. *Abstand zum höchstmöglichen Grundwasserspiegel mindestens 2 m.*

71. *Keine Direktverdampferanlagen. Flüssigkeitsverluste müssen leicht erkannt werden können.*

A.1.4 Abwasseranlagen

Sickergruben und Versickerungsschächte mit direkter Einleitung unbehandelter verschmutzter Abwässer sind verboten (Art. 8 GSchV).

	S1	S2	S3 ³
Abwasserleitungen für häusliche Abwässer sowie Industrieabwasser aus Betrieben, in denen wassergefährdende Stoffe weder erzeugt, verwendet, umgeschlagen, befördert oder gelagert werden	-	- ^{21/22}	+ ^{b/21}
Abwasserleitungen für Industrieabwasser aus Betrieben, in denen wassergefährdende Stoffe erzeugt, verwendet, umgeschlagen, befördert oder gelagert werden	-	-	b ²¹
Abwasserreinigungsanlagen ²³	-	-	-
Einzel-, Klein- und Pflanzenkläranlagen ²³	-	-	- ^{b/24}
Sanitäre Anlagen mit Sickergrube	-	-	-

3. *In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).*
21. *Gebäudeintern sind Abwasserleitungen sichtbar zu führen (Kellerdecke) und gesamthaft via Kontrollschacht in einfachen und dauerhaften Systemen an die öffentliche Kanalisation anzuschliessen. Abwasserinstallationen müssen so ausgeführt werden, dass spätere Kontrollen möglich sind. Sie haben der SIA-Norm 190 zu genügen. Vor Inbetriebnahme sind sämtliche Bauteile auf ihre Dichtheit zu prüfen. Kanalisationsanlagen in Grundwasserschutzzonen sind mittels visuellen Kontrollen regelmässig entsprechend dem Zustand, mindestens jedoch alle 5 Jahre zu inspizieren. Nicht sichtbare Leitungen sind alle fünf Jahre auf ihre Dichtheit zu prüfen (SIA-Norm 190). Bei fugenlosen oder spiegelgeschweissten Leitungen genügt dafür eine Kanalfernsehaufnahme.*
22. *Ausnahmen vom Verbot der Durchleitung können von der zuständigen Behörde dort bewilligt werden, wo aus gefällstechnischen Gründen der Zone S2 nicht ausgewichen werden kann. In diesen Fällen sind öffentliche Kanalisationen und Grundstücksanschlussleitungen als Doppelrohrsysteme zu erstellen. Sie sind jährlich visuell auf Leckverluste zu kontrollieren. Neue Leitungen unter der Bodenplatte (Grundleitungen) sind zu vermeiden bzw. als frei sichtbar geführte Leitungen zu erstellen. Wo dies nicht möglich ist, sind die Leitungen mit spiegelgeschweissten Rohren zu erstellen.*
23. *Die Einleitung des gereinigten Abwassers in den Vorfluter hat so zu erfolgen, dass keine Grundwasserfassung gefährdet werden kann.*
24. *Das gereinigte Abwasser darf nicht versickert werden (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV)*

A.1.5 Versickerungsanlagen

	S1	S2	S3 ³
Versickerung von unbeeinflusstem Grundwasser	-	-	b
Versickerungsanlagen für nicht verschmutztes Abwasser ²⁵			- ^{b/27}
• über eine bewachsene Bodenschicht	-	-	-
• unter Umgehung einer bewachsenen Bodenschicht ²⁶	-	-	-
Versickerungsanlagen für gereinigtes Abwasser	-	-	-

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).
25. Die Sohle der Versickerungsanlage muss mindestens 1 m über dem höchstmöglichen Grundwasserspiegel liegen. Eine allfällige Beeinträchtigung des Grundwassers durch die durchstossenden Bohrungen resp. durch das Versickerungsbauwerk muss durch Schutzvorkehrungen verhindert werden (Art. 43 Abs. 3 GSchG).
26. Der qualitative Schutz ist durch eine künstliche Filterschicht mit derselben Reinigungswirkung wie eine biologisch aktive Bodenschicht sicherzustellen.
27. Ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).

A.1.6 Bahnanlagen

	S1	S2	S3 ³
Bahnlinien			+ ²⁸
• in Dammlage oder ebenerdig	-	-	b ²⁸
• in Unterführungen und Geländeeinschnitten	-	-	
Bahnlinien in Tunnels	siehe Tabelle Untertagebauten		
Station ohne oder mit wenig Güterumschlag	-	-	b/28 +
Bahnhof (grösserer Spurwechsel- und/oder Güterumschlagsbereich, inkl. wassergefährdende Flüssigkeiten)	-	-	- ¹⁵
Rangier- oder Güterbahnhof und Abstellgleise	-	-	- ¹⁵

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).
15. In der Zone S3 sind zulässig:
- freistehende Lagerbehälter, deren Inhalt ausschliesslich der Wasseraufbereitung dient, sowie die dafür erforderlichen freistehenden Rohrleitungen und Abfüllstellen;
 - Gebinde mit einem Nutzvolumen bis 450 l je Schutzbauwerk (der Kanton kann die Anzahl der zugelassenen Gebinde beschränken);

- freistehende Lagerbehälter mit Heiz- und Dieselöl zur Energieversorgung von Gebäuden oder Betrieben für längstens zwei Jahre sowie die dafür erforderlichen freistehenden Rohrleitungen und Abfüllstellen; das gesamte Nutzvolumen darf höchstens 30 m³ je Schutzbauwerk betragen;
- Betriebsanlagen mit Flüssigkeiten, die in kleinen Mengen Wasser nachteilig verändern können bis 450 l und Betriebsanlagen mit Flüssigkeiten, die in grossen Mengen Wasser nachteilig verändern können bis 2000 l.
- Bei der Bewilligung derartiger Anlagen muss gewährleistet sein, dass Flüssigkeitsverluste leicht erkannt und auslaufende Flüssigkeiten vollständig zurückgehalten werden.

28. Mit undurchlässiger Schicht und Ableitung des Gleisabwassers aus der Schutzzone.

A.1.7 Strassen

	S1	S2	S3 ³
Strassen			
• in Dammlage oder ebenerdig	-	-	+ ⁴
• in Unterführungen und Geländeeinschnitten	-	-	b ⁴
Strassen in Tunnels	siehe Tabelle Untertagebauten		
Landwirtschaftliche Flurwege und Forststrassen	- ³¹	- ³¹	+
Tankstellen ⁴	-	-	-
Grosse Parkplatzanlagen	-	-	b ⁴

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).
4. Massnahmen sind insbesondere dichter Belag, Randbordüren und Ableitung des Wassers, ggf. nach Behandlung.
31. Im Interesse der Wassergewinnung zulässig.

A.1.8 Luftverkehrsanlagen

	S1	S2	S3 ³
befestigte Pisten	-	-	b/4 +
unbefestigte Pisten und Helikopterlandeplätze	-	-	+
Abstellplätze auf denen enteist oder betankt wird	-	-	-

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).
4. Massnahmen sind insbesondere dichter Belag, Randbordüren und Ableitung des Wassers, ggf. nach Behandlung.

A.1.9 Untertagebauten

	S1	S2	S3 ³
Tunnel	-	-	- ^b
Kavernenspeicher für wassergefährdende Flüssigkeiten	-	-	-
Freispiegel- und Druckstollen, Wasserschlösser, Kraftwerkskavernen ohne Transformatoren	-	-	- ^b
Kraftwerkskavernen mit Transformatoren	-	-	-

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).

A.1.10 Landwirtschaft

	S1	S2	S3 ³
Dauergrünland (Schnittnutzung)	+	+	+
Weiden	-	+ ³⁴	+
Ackerfläche (inkl. Kunstwiesen)	-	+ ³⁵	+ ³⁵
Freisetzung von gentechnisch veränderten Organismen ³⁶	-	-	-
Obst-, Wein- und Gemüsebau sowie vergleichbare landw. Intensivkulturen und Gartenbau	-	-	+ ³⁵
Obstbaumgärten mit Hochstamm-Kulturen	-	+	+
Container-Pflanzschulen, Freiland-Baumschulen u.Ä.	-	-	b
Bewässerung mit nicht verschmutztem Grund- oder Oberflächenwasser	-	- ^b	+
Freihaltung von Schweinen	-	-	-
Teilbefestigte und unbefestigte Laufhöfe	-	-	-
Befestigte Laufhöfe	-	-	+ ^b
Güllengruben, erdverlegte Güllenleitungen, Güllenzapfstellen ³⁷	-	-	b/39 +
Überflur-Güllenbehälter	-	-	b/40 +
Güllenteiche ³⁷	-	-	-
Mistlager	-	-	-
• Mistlager auf Mistplatte	-	-	+ ^b
• Zwischenlagerung im Feld	-	-	-
Kompostmieten (namentlich Feldrandkompostierung)	-	-	-
Lagerung von Siloballen und -würsten auf Naturboden	-	-	- ^b
Fahrtilos	-	-	-
Rauhfuttilos	-	-	+ ^b

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4

Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).

34. Es ist eine extensive Beweidung anzustreben. Besonders ist auf eine intakte Grasnarbe zu achten.
35. In den Zonen S2 und S3 ist eine möglichst weitgehende Reduktion der acker-, garten- und gemüsebaulichen Produktion zu Gunsten eines erhöhten Anteils Dauergrünland anzustreben. Beim Auftreten von Qualitätsproblemen verfügen die Behörden die notwendigen Einschränkungen und Auflagen für diese Nutzungen.
36. Bewilligung nach Art. 7 der Verordnung über den Umgang mit Organismen in der Umwelt erforderlich (Freisetzungsverordnung, FrSV, SR 814.911 vom 25. August 1999).
37. Güllengruben und -teiche sind über dem höchstmöglichen Grundwasserspiegel zu erstellen.
39. In der Zone S3 ist der Einbau eines Leckerkennungssystems mit durchgehender Abdichtung unter der Bodenplatte und Kontrollschacht erforderlich. Der bauliche Zustand von Hofdüngeranlagen (inkl. Anschlüsse, Zu- und Wegleitungen) ist alle 5 Jahre zu prüfen.
40. Max. Nutzhöhe 4 m, max. Inhalt 600 m³.

A.1.11 Forstwirtschaft

	S1	S2	S3 ³
Wald	+ ⁴¹	+	+
Pflege	+	+	+
Waldbewirtschaftung inkl. Verjüngung	-	+ ^b	+
Rodungen/Kahlschlag	-	-	b
Forstliche Pflanzgärten/Baumschulen	-	-	+b
Holzlagerplätze ⁶²	-	b/63 +	b/63 +

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).
41. Bäume und Sträucher sollten in der Zone S1 nur dann angepflanzt oder erhalten werden, wenn deren Wurzeln die Fassung nicht gefährden können.
62. Berieselung von behandeltem Holz nicht zulässig
63. Nur unbehandeltes Holz; keine Berieselung.

A.1.12 Pflanzen- und Holzschutzmittel sowie Dünger

	S1	S2	S3 ³
Pflanzenschutzmittel ohne Herbizide und Regulatoren ⁴³	-	+ ⁴⁴	+
• Landwirtschaft	-	-	+
• Obst-, Wein- und Gemüsebau sowie vergleichbare landw. Intensivkulturen und Gartenbau	-	-	+
• Park- und Sportanlagen	-	-	+
• Wald, Waldrand und forstliche Pflanzgärten	-	-	- ^{45/46}
• Strassen- und Wegränder, Böschungen usw.	-	-	-
Herbizide und Regulatoren	-	+ ⁴⁴	+
• Landwirtschaft	-	-	+
• Obst-, Wein- und Gemüsebau sowie vergleichbare landw. Intensivkulturen und Gartenbau	-	-	+
• Park- und Sportanlagen	-	-	+
• Wald, Waldrand und forstliche Pflanzgärten	-	-	- ^{47/48}
• Bahnanlagen 49	-	-	+
• National- und Kantonsstrassen	-	-	- ⁵⁰
• übrige Strassen, Wege, Plätze	-	-	-
• Böschungen und Grünstreifen entlang von Strassen und Gleisanlagen	-	-	- ⁵⁰
Holzschutzmittel	-	-	+ ⁵¹
• Verwendung von Holzschutzmitteln und Lagerung von damit behandeltem Holz	-	-	+ ⁵¹
Flüssige Hofdünger ⁵²	-	- ⁵³	+
• Landwirtschaft	-	-	+
• Obst-, Wein- und Gemüsebau sowie vergleichbare landw. Intensivkulturen und Gartenbau	-	-	+
• Park- und Sportanlagen	-	-	+
• Wald, Waldrand und forstliche Pflanzgärten	-	-	- ⁵⁴
Mist ⁵²	-	+	+
• Landwirtschaft	-	-	+
• Obst-, Wein- und Gemüsebau sowie vergleichbare landw. Intensivkulturen und Gartenbau	-	-	+
• Park- und Sportanlagen	-	+	+
• Wald, Waldrand und forstliche Pflanzgärten	-	-	- ⁵⁴
Kompost	-	+	+
• Landwirtschaft	-	-	+
• Obst-, Wein- und Gemüsebau sowie vergleichbare landw. Intensivkulturen und Gartenbau	-	-	+
• Park- und Sportanlagen	-	+	+
• Wald, Waldrand und forstliche Pflanzgärten	-	-	- ⁵⁵
Mineraldünger	-	+	+
• Landwirtschaft	-	-	+
• Obst-, Wein- und Gemüsebau sowie vergleichbare landw. Intensivkulturen und Gartenbau	-	-	+
• Park- und Sportanlagen	-	+	+
• Wald, Waldrand und forstliche Pflanzgärten	-	-	- ⁵⁶

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4

Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).

43. Das Verwenden von Mitteln zum Schutz von Pflanzen gegen Nagetiere (Rodentizide) braucht eine Bewilligung, ausgenommen zum privaten Eigenbedarf.
44. Nicht zulässig ist der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln, die in Trinkwasserfassungen gelangen können. Verbot nach der Liste des Landwirtschaftlichen Institutes des Kanton Freiburg (Anhang 2)
45. Die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln im Wald braucht eine Bewilligung (Art. 25 WaV).
46. Können Pflanzenschutzmittel nicht durch Massnahmen ersetzt werden, welche die Umwelt weniger belasten, so wird ihre Verwendung in pflanzlichen Forstgärten ausserhalb der Zonen S bewilligt.
47. Die Verwendung von Herbiziden ist im Wald verboten (Art. 26 Abs. 2 WaV).
48. Bewilligt wird die Verwendung in forstlichen Pflanzgärten (Art. 26 Abs. 2 WaV).
49. Gemäss Weisungen Bundesamt für Verkehr (BAV); nur mit den ausdrücklich für den Einsatz bei Bahnanlagen zugelassenen Mitteln.
50. Ausgenommen sind Einzelstockbehandlungen von Problempflanzen, sofern diese mit andern Massnahmen, wie regelmässiges Mähen, nicht erfolgreich bekämpft werden.
51. Voraussetzung für die Verwendung sind bauliche Massnahmen gegen das Versickern und Abschwemmen.
52. Hofdünger muss umweltverträglich und entsprechend dem Stand der Technik landwirtschaftlich oder gartenbaulich verwertet werden (Art. 14 Abs. 2 GSchG). Das Grundwasser darf durch Düngung in keinem Fall beeinträchtigt werden (Art. 27 Abs. 1 GSchG).
53. Die zuständige Behörde kann in Ausnahmefällen die Bewilligung erteilen, dass pro Vegetationsperiode bis dreimal in angemessenen Abständen je höchstens 20 m³/ha flüssiger Hofdünger ausgebracht werden, wenn auf Grund der Bodenbeschaffenheit gewährleistet ist, dass keine pathogenen Keime in die Grundwasserfassung oder -anreicherungsanlage.

Zudem gilt:

- Der höchstmögliche Grundwasserspiegel muss mehr als 3 m unter der Erdoberfläche liegen.
 - Die möglichst gleichmässige Düngung darf nur in der Vegetationsperiode und nur auf begrünte Flächen erfolgen.
 - Güllenverschlauchung oder Lanzendüngung ist nicht zugelassen.
 - Das oberflächliche Abfliessen in Geländevertiefungen oder zur Fassung hin muss ausgeschlossen sein.
54. Die Verwendung von Düngern und diesen gleichgestellten Erzeugnissen ist im Wald verboten (Art. 27 WaV). Eine Bewilligung für das Ausbringen von **Hofdüngern** kann erteilt werden auf bestockten Weiden (Art. 27 Abs. 2 Bst. b WaV).
 55. Die Verwendung von Düngern und diesen gleichgestellten Erzeugnissen ist im Wald verboten (WaV Art. 27). Eine Bewilligung für die Verwendung von **Kompost** kann erteilt werden für das Ausbringen auf bestockten Weiden (Art. 27 Abs. 2 Bst. b WaV) sowie in forstlichen Pflanzgärten (Art. 27 Abs. 2 Bst. a Ziff. 1 WaV).
 56. Die Verwendung von Düngern und diesen gleichgestellten Erzeugnissen ist im Wald verboten (Art. 27 WaV). Eine Bewilligung für das Ausbringen von **Mineraldüngern** kann erteilt werden in forstlichen Pflanzgärten sowie von nicht stickstoffhaltigem Mineraldünger auf bestockten Weiden (Art. 27 Abs. 2 WaV).

A.1.13 Freizeit- und Sportanlagen

	S1	S2	S3 ³
Parkanlagen	-	+ ^b	+
Kunsteisbahnen	-	-	-
Natureisbahnen	-	-	+
Permanente Parcours für nicht motorisierte Sportarten (z.B. Vitaparcours, Mountain-Bike-Parcours, Reitwege)	-	+ ^b	+
Permanente Parcours für motorisierte Sportarten (z.B. Motocross)	-	-	-
Mechanisch präparierte Skipisten und Langlauf-Loipen	-	b	+
Rodel- und Bobbahnen	-	-	b
Beschneiungsanlagen	-	- ⁶⁵	b
Golfplätze • Greens und Tees • Fairways • Roughs ⁵⁷	- - -	- b +	b + ^b +
Sportplätze und Freibäder • Wasseraufbereitung • Schwimmbecken, Hartanlagen* • Grünanlagen	- - -	- - + ^b	- ¹⁵ b/3 + +
Zeltplätze sowie Plätze für Wohnwagen und Mobilhomes	-	-	+ ^b
Familiengartenanlagen	-	-	b
Temporäre oder permanente Infrastrukturanlagen für Grossanlässe, Festivitäten und Sportveranstaltungen	-	-	b

* als Hartanlagen gelten unter anderem auch Kunstrasenanlagen, Tennisplätze, Minigolfanlagen, fest installierte Kinderspielflächen und ähnliche Anlagen.

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).

15. In der Zone S3 sind zulässig:

- freistehende Lagerbehälter, deren Inhalt ausschliesslich der Wasseraufbereitung dient, sowie die dafür erforderlichen freistehenden Rohrleitungen und Abfüllstellen;
- Gebinde mit einem Nutzvolumen bis 450 l je Schutzbauwerk (der Kanton kann die Anzahl der zugelassenen Gebinde beschränken);
- freistehende Lagerbehälter mit Heiz- und Dieselöl zur Energieversorgung von Gebäuden oder Betrieben für längstens zwei Jahre sowie die dafür erforderlichen freistehenden Rohrleitungen und Abfüllstellen; das gesamte Nutzvolumen darf höchstens 30 m³ je Schutzbauwerk betragen;
- Betriebsanlagen mit Flüssigkeiten, die in kleinen Mengen Wasser nachteilig verändern können bis 450 l und Betriebsanlagen mit Flüssigkeiten, die in grossen Mengen Wasser nachteilig verändern können bis 2000 l.

- Bei der Bewilligung derartiger Anlagen muss gewährleistet sein, dass Flüssigkeitsverluste leicht erkannt und auslaufende Flüssigkeiten vollständig zurückgehalten werden.

57. Kein Einsatz von Herbiziden und Düngern.

65. Beschneidung mit Wasser ohne Zusatzstoffe zulässig.

A.1.14 Friedhofanlagen und Wasenplätze

	S1	S2	S3 ³
Friedhofanlagen für Erdbestattungen	-	-	-
Friedhofanlagen für Urnengräber	-	-	+
Wasenplätze	-	-	-

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).

A.1.15 Materialausbeutung

	S1	S2	S3 ³
Ausbeutung oberhalb des Grundwasserspiegels ⁵⁸	-	-	-
Ausbeutung unterhalb des Grundwasserspiegels ⁵⁸	-	-	-

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).

A.1.16 Deponien, Materiallager, Umschlagplätze und Transportleitungen

	S1	S2	S3 ³
Ablagerung von unverschmutztem Aushub-, Abraum- und Ausbruchmaterial	-	-	+
Deponien und Zwischenlager	-	-	-
Aufbereitungsanlagen für mineralische Recyclingbaustoffe sowie Zwischenlager	-	-	-
Andere Anlagen zur Aufbereitung von Altstoffen (insb. Sammelplätze für Altfahrzeuge, Kühlschränke und Elektronik)	-	-	-
Industrielle und gewerbliche Flüssiggaslager	-	-	-
Lager und Umschlagplätze für wassergefährdende Stoffe			
• Flüssigkeiten	₁₇	₁₆	₁₅
• Feststoffe	-	-	-
Transportleitungen für wassergefährdende Flüssigkeiten	-	-	-
Erdgasleitungen	-	-	b

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).
15. In der Zone S3 sind zulässig:
- freistehende Lagerbehälter, deren Inhalt ausschliesslich der Wasseraufbereitung dient, sowie die dafür erforderlichen freistehenden Rohrleitungen und Abfüllstellen;
 - Gebinde mit einem Nutzvolumen bis 450 l je Schutzbauwerk (der Kanton kann die Anzahl der zugelassenen Gebinde beschränken);
 - freistehende Lagerbehälter mit Heiz- und Dieselöl zur Energieversorgung von Gebäuden oder Betrieben für längstens zwei Jahre sowie die dafür erforderlichen freistehenden Rohrleitungen und Abfüllstellen; das gesamte Nutzvolumen darf höchstens 30 m³ je Schutzbauwerk betragen;
 - Betriebsanlagen mit Flüssigkeiten, die in kleinen Mengen Wasser nachteilig verändern können bis 450 l und Betriebsanlagen mit Flüssigkeiten, die in grossen Mengen Wasser nachteilig verändern können bis 2000 l.
 - Bei der Bewilligung derartiger Anlagen muss gewährleistet sein, dass Flüssigkeitsverluste leicht erkannt und auslaufende Flüssigkeiten vollständig zurückgehalten werden.
16. In der Zone S2 sind nur freistehende Lagerbehälter, deren Inhalt ausschliesslich der Wasseraufbereitung dient, sowie die dafür erforderlichen freistehenden Rohrleitungen und Abfüllstellen zulässig.
17. In der Zone S1 sind lediglich zur Fassung gehörende Bauten und Anlagen zulässig. Transformatorenanlagen mit Flüssigkühlung sowie wassergefährdende Betriebsstoffe (z. B. Dieselöl) für Notstromanlagen sind in der Zone S1 nicht zulässig. Falls Trafos als Bestandteil der Fassungsanlage aus technischen Gründen trotzdem bei der Fassung angelegt werden müssen, dürfen lediglich Trockentransformatoren verwendet werden.

A.1.17 Militärische Anlagen und Schiessplätze

	S1	S2	S3 ³
Schiessstände für Flachbahnwaffen (permanente und behelfsmässige Anlagen) sowie Stellungsräume für Steilfeuerwaffen	-	-	- ^b
Gefechtsschiessplätze mit Verwendung von Spreng-, Brand- und Nebelmunition sowie Nah- und Häuserkampfanlagen	-	-	-
Zielgebiete für Schiessen mit Flachbahn- und Steilfeuerwaffen			
• mit Vollmunition (inkl. zivile Scheibenstände)	-	-	- ^b
• mit Sprengmunition	-	-	-
• mit Brand- und Nebelmunition	-	-	-

3. In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).

A.1.18 Fliessgewässer-Revitalisierung

	S1	S2	S3 ³
Fliessgewässer-Revitalisierung inkl. Uferanrisse und andere Rückbaumassnahmen, Unterlassung von Unterhaltsarbeiten sowie Erstellung von Giessen und anderen aquatischen Habitaten; Umgestaltung von stillgelegten Kiesgruben zu Biotopen	-	-	b

3. *In der Zone S3 dürfen Bauten und Anlagen weder das Speichervolumen noch den Durchflussquerschnitt des Grundwassers verringern (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. b GSchV). Nicht zulässig ist zudem eine wesentliche Verminderung der schützenden Deckschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. d GSchV). Nicht zulässig ist die Versickerung von Abwasser, ausgenommen die Versickerung von nicht verschmutztem Abwasser von Dachflächen über eine bewachsene Bodenschicht (Anh. 4 Ziff. 221 Abs. 1 Bst. c GSchV).*

Anhang 2

Anwendungsverbote für Pflanzenschutzmittel



Anwendungsverbote für Pflanzenschutzmittel in der Schutzzone S

Die Schutzzone S von Quell- und Grundwasserfassungen sind für grosse Fassungen im Grundbuch eingetragen, z.B. Wasserfassungen einer Gemeinde. In den Schutzzone S 1 (Bereich der Wasserfassung) ist jegliche Anwendung von Pflanzenschutzmitteln untersagt. Das bedeutet für die Praxis, dass in Zukunft auf den Parzellen der Zone S 1 Wiesen angelegt werden müssen.

In der Schutzzone S 2 und S 3 sind folgende Produkte verboten:

Fungizide		Verboten in	
WIRKSTOFF :	HANDELSNAME :	S2	S3
▪ DAZOMET (DMTT)	Basamide, Dazomet, Fongosan, Siltomed	X	X

Insektizide, Nematizide		Verboten in	
WIRKSTOFF :	HANDELSNAME :	S2	S3
▪ ALDICARBE	Temik 10 G	X	X
▪ FLONICAMIDE	Teppeki	X	

Herbizide		Verboten in	
WIRKSTOFF :	HANDELSNAME :	S2	S3
▪ CLETHODIME	Centurion Prim, Foly R, Noroit, Select	X	X
▪ ISOXAFLUTOLE	Merlin	X	X
▪ TRICLOPYR	Drako, Favor Rex, Garlon 120, Picobello, Tribel, Zergan	X	X
▪ ATRAZIN	Atrazine, Century, Dicazine, Gesaprim Quick, Maizim, Primagram S Gold,...	X	
▪ BENTAZONE	Bagri, Basagran, Bentazone,...	X	
▪ ISOPROTURON	Affinity, Arelon, Avanti 2000, Azur, Bilto-Plus, Fenikan, Graminon IPU, Herbaflex, Ioniz P, Ipon, IPU, Isoflow, Isoproturon, Medox Top, Popular, Terapur Plus, Trump, Turonex,...	X	
▪ PETHOXAMID	Successor 600, Successor T	X	
▪ PINOXADEN	Axial	X	
▪ SIMAZIN	Gesatop Quick, Linocin, Linuron Plus, Linusim, Meduron, Simazin, Topuron, Vegepron DS,...	X	
▪ TRITOSULFURON	Biathlon	X	

Die meisten dieser Produkte können durch andere Produkte mit gleicher Wirkung ersetzt werden. Nachstehend sind diese Analogprodukte für den Ackerbau, in Wiesen und Alpwiesen aufgezählt.

Verbotenes Produkt	Ersatzprodukt
- Temik 10 G	Carbofuran (mehrere), Counter 2 G, Curaterr, Difosol, Intrasol, Terbufos 2 G
- Select, Centurion Prim	Agil, Aramo, Focus Ultra, Fusilade max, Gallant 535, Targa super
- Garlon 120, Tribel	Produkte auf Basis von Glyphosate (Einzelstockbehandlung)
- Atrazin, Merlin, Successor T,...	siehe Pflanzenschutzmittel im Feldbau oder andere Merkblätter
- Bagri,...	siehe Pflanzenschutzmittel im Feldbau oder andere Merkblätter
- Biathlon	siehe Pflanzenschutzmittel im Feldbau oder andere Merkblätter
- Affinity, Axial	siehe Pflanzenschutzmittel im Feldbau oder andere Merkblätter

Landwirte, die Parzellen in den Schutzzone bewirtschaften, müssen im Interesse der Wasserqualität auf alle verbotenen Produkte verzichten.

Grangeneuve, den 16. März 2010
G:\412\FORMULAIRES\Zones_s\PR_INT_S_d.doc

Kantonale Station für Tierproduktion und Pflanzenbau
Pflanzenschutzdienst
Grangeneuve - 1725 Posieux

Anmerkungen

- Das Blatt Anwendungsverbote für Pflanzenschutzmittel in der Schutzzone „S“ wurde durch das Landwirtschaftliche Institut des Kanton Freiburg auf Basis der offiziellen Liste des Bundesamtes für Landwirtschaft erarbeitet. Die Liste wird jährlich erneuert und kann unter www.admin.ch/liv Rubrik „Beratung-Dienstleistungen“ > „Pflanzenschutz aktuell“ > „Download“ heruntergeladen werden.
- Bei Bedarf werden die Listen der verbotenen Pflanzenschutzmittel durch das Bundesamt für Landwirtschaft aktualisiert. Es gelten immer die aktuellsten Listen. Diese finden sich unter <http://www.blw.admin.ch> Rubrik „Themen“ > Pflanzenschutz > Pflanzenschutzmittel > Informationen zuhanden der Pflanzenschutzmittel-Anwender > PDF „Anwendungsverbote für Pflanzenschutzmittel in der Grundwasserschutzzone S2“.
- Die Hinweise auf den Verpackungen sind zu beachten. Die Bezeichnung „WA“ bedeutet: Anwendungsverbot in der ganzen Schutzzone.

Anhang 3

Auflistung der von der Schutzzone betroffenen Bauten, Anlagen und Nutzungen sowie der erforderlichen Massnahmen

Gemeinde: Courlevon

Parzellen Nr.	Eigentümer	S1	S2	S3	Baute/ Anlage/ Nutzung	Massnahme	Frist
30.2, 30.5, 30.6	Commune de Courgevaux	x			Trinkwasserdruckleitung		...
30.7	Commune de Courgevaux		x	x	Trinkwasserdruckleitung		...
32.8	Commune de Courlevon		x	x	Trinkwasserdruckleitung		
102.1, 102.2	Kramer Hans-Ulrich			x	Trinkwasserdruckleitung		
156.2	Pfister Walter			x	Trinkwasserdruckleitung		
161.2	Roethlisberger Ulrich, Roethlisberger Therese		x	x	Trinkwasserdruckleitung		
199.34	Bodenverbesserungskörperschaft Courlevon			x	Trinkwasserdruckleitung Feldweg		
199.35	Bodenverbesserungskörperschaft Courlevon		x	x	Trinkwasserdruckleitung Feldweg		
205.2	Kilchherr Ulrich		x	x	Trinkwasserdruckleitung		
205.3	Kilchherr Ulrich		x		Trinkwasserdruckleitung		
232.18	Commune die Gemeinde Oe. E.			x	Feldweg		

Gemeinde: Courgevaux

719	Commune de Courgevaux	x	x	x	Trinkwasserdruckleitung		
-----	-----------------------	---	---	---	-------------------------	--	--

**Plan de délimitation des zones de protection "S"
des captages : La Mine - Les Côtes - Fontanette**

Propriété de la commune de Courgevaux

Mise à l'enquête publique du 07.02.2011 au 08.03.2011

Adopté par le conseil communal

Courgevaux, le 4.4.2011

Le secrétaire :



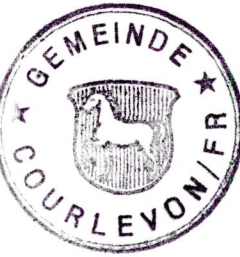
Le syndic :

[Signature]

Adopté par le conseil communal

Courlevon, le 5.04.2011

Le secrétaire :



Le syndic :

[Signature]

Approuvé par la Direction de l'aménagement,
de l'environnement et des constructions

Fribourg, le 29 OCT. 2015

Le Conseiller d'Etat Directeur :

[Signature]

SITUATION

Dossier n° 07-132

Date	Dessin	Contr.
28.01.2011	FD	<i>[Signature]</i>

Format : 63x42
Echelle : 1:2'000

Commune	NV Parz. Nr.	NZ Parz. Nr.	Propriétaire	S1	S2	S3
Courlevon	172	161.1	Roethlisberger Ulrich, Roethlisberger Therese			X
	226	30.4	Commune de Courgevaux	X	X	X
	227	30.1	Commune de Courgevaux	X	X	
	228	32.53	Commune de Courlevon		X	X
	229	112.2	Liniger Peter		X	X
	232	30.7	Commune de Courgevaux		X	X
	233	232.18	Courlevon die Gemeinde Oe. E.			X
	234	102.2	Kramer Hans-Ulrich			X
	235	102.1	Kramer Hans-Ulrich			X
	239	199.34	Bodenverbesserungskörperschaft Courlevon			X
	240	161.2	Roethlisberger Ulrich, Roethlisberger Therese		X	X
	241	199.72	Bodenverbesserungskörperschaft Courlevon			X
	242	156.2	Pfister Walter			X
	243	30.2	Commune de Courgevaux	X		
	244	30.6	Commune de Courgevaux	X		
	245	30.3	Commune de Courgevaux	X	X	
	246	30.5	Commune de Courgevaux	X		
	247	205.3	Kilchherr Ulrich		X	
	248	205.2	Kilchherr Ulrich		X	X
	249	199.74	Bodenverbesserungskörperschaft Courlevon			X
	250	199.46	Bodenverbesserungskörperschaft Courlevon			X
	251	32.10	Commune de Courlevon		X	X
	252	199.35	Bodenverbesserungskörperschaft Courlevon		X	X
	253	32.8	Commune de Courlevon		X	X
Courgevaux	719		Commune de Courgevaux	X	X	X

